

**Avenant n° 1 du 8 décembre 2023**

à l'accord du 21 février 2023  
relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

NOR : ASET2450209M

IDCC : 1307

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNCF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FCCS CFE-CGC ;**

**FASAP FO ;**

**F3C CFDT ;**

**CFTC spectacle ;**

**CGT spectacle audiovisuel,**

d'autre part,

il a été convenu le présent avenant :

**Préambule**

Cet avenant a pour objet d'apporter des précisions quant à la question des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

**Article 1<sup>er</sup> | Disposition spécifique aux entreprises de moins de 50 salariés**

Est ajoutée à l'accord relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes du 21 février 2023 la disposition ci-après :

« En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires conviennent que le contenu du présent accord ne nécessite pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail. »

**Article 2 | Durée et entrée en vigueur du présent avenant**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent avenant entre en vigueur au lendemain de sa signature par les partenaires sociaux.

### **Article 3 | *Extension du présent avenant***

En application de l'article L. 2261-15, les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant au ministère du travail afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique.

### **Article 4 | *Dépôt et publicité***

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

### **Article 5 | *Dénonciation et révision***

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-10 et suivants dudit code.

*Fait à Paris, le 8 décembre 2023.*

(Suivent les signatures.)